

De nombreuses déplacées de l'Est de la République démocratique du Congo risquent d'être violées par des rebelles ou des militaires lorsqu'elles vont chercher du bois. Pour prévenir les agressions, un programme a été développé : la fabrication de briquettes combustibles à base de sciure de bois et de papier.

« Quand on est arrivées dans le camp, Mercy Corps nous a distribué du bois », raconte Carine\*, l'une des déplacées du camp de Mugunga III, dans l'Est de la République démocratique du Congo.

« Quand l'organisation est partie, on a décidé d'aller chercher du bois dans le parc, mais il y a eu beaucoup de viols, poursuit cette femme de 35 ans, elle-même victime. Alors on nous a formées à produire des briquettes combustibles. »

La fabrication se déroule dans le modeste centre communautaire des femmes du camp, faiblement éclairé. « Les femmes ont été choisies pour différents problèmes, souligne Anne, 32 ans.

Moi, je fais partie des femmes violées. » Près de la porte, sur le sol, une bassine rouge contient un mélange à base de sciure de bois, de papier et d'eau. Juste à côté, un sac de toile blanc présente le produit fini : des dizaines de briquettes plus ou moins rondes.

Mugunga III accueille près de 17 000 personnes sur 24 hectares parsemés d'abris faits de bois et de bâches du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), et construits pour la plupart à même des blocs de lave du volcan Nyiragongo. Le camp se situe à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Goma, la capitale de la riche province du Nord-Kivu, et à proximité du Parc des Virunga, repère de plusieurs groupes armés.

« Les viols arrivent lorsque les jeunes filles et les femmes vont dans le parc chercher du bois et qu'elles rencontrent des forces négatives ou des militaires », confie Evariste Kabunga, président du comité des déplacés. Elles sont aussi exposées quand elles vont cultiver leur champ, partent à la recherche de vivres ou tentent de trouver un emploi journalier (ménage, lessive... ).

« Depuis janvier, on a enregistré 2 333 cas rapportés de violences sexuelles au Nord-Kivu. A Mugunga III, de janvier à août 2013, les centres de santé ont enregistré 751 cas de violences sexuelles », principalement survenues lorsque les femmes ont dû quitter le camp, explique Mathilde Mariette, responsable au HCR de la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre pour la province du Nord-Kivu.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) distribue à des milliers de déplacés de Mugunga III et d'autres camps des briquettes conçues par « des femmes de la communauté locale », ainsi que des « foyers améliorés », moins énergivores, indique Fabienne Pompey, chargée de communication du PAM en RDC. Le HCR soutient pour sa part la fabrication assurée par les déplacées : elles sont 52 productrices à Mugunga III, sur 292 au Nord-Kivu.

« Si je fabrique des briquettes, je n'ai aucun intérêt à aller chercher du bois de chauffe dans le parc, se satisfait Anne. On fabrique une quantité pour la maison et une quantité pour vendre. »

Le sac de 300 briquettes est vendu à 5 dollars. Le principal client était la boulangerie du camp, mais elle est actuellement fermée en raison d'un litige. Du coup, des femmes, pour certaines violées plusieurs fois, envisagent de retourner dans le parc.

« Les briquettes permettent d'éviter d'aller dans le parc et rendent aussi les femmes autonomes financièrement, leur donnent des compétences économiques. On met tous nos efforts en œuvre pour que le four rouvre, car pour l'instant les femmes ne fabriquent que des briquettes pour elles et ne peuvent plus en tirer des bénéfices », commente Mathilde Mariette.

Le programme « briquettes », qui réduit également la déforestation et les émissions de carbone, pourra « aider à éviter certains viols », estime Justin Paluku, gynécologue à l'hôpital Heal Africa de Goma, qui prend en charge de nombreuses femmes victimes de viol. « Cependant, ces femmes quitteront toujours leur abri pour aller chercher de l'eau à boire, cultiver le champ, aller vendre leurs briquettes... »

Le médecin préconise donc de « punir [...] de façon exemplaire » les agresseurs et de pacifier l'Est, chroniquement instable depuis près de vingt ans. Fidel Bafilemba, chercheur de l'ONG

Enough Project dans la capitale provinciale, renchérit : le « défi majeur » reste de « résoudre la cause profonde de ces violences sexuelles, c'est-à-dire la faillite de l'Etat congolais et son incapacité à assurer protection et sécurité à tous ».